FINANCE D'ENTREPRISE

Eléments de cours

Introduction générale

La finance consiste en une étude des états financiers de l'entreprise afin d'analyser et de diagnostiquer la situation financière et les performances de l'entreprise, dans l'optique d'une mesure du degré d'atteinte des objectifs et contraintes financières. L'objectif théorique que l'on retient est celui de maximisation de la valeur organisationnelle. Le degré de réalisation de cette finalité fondamentale conduit à mesurer la capacité bénéficiaire de l'entreprise (sa rentabilité, ses flux de trésorerie), sa pérennité dans le temps (risque économique), ainsi que le risque financier qui peut se présenter.

Un diagnostic financier a certes plusieurs objectifs, néanmoins pour l'essentiel, il s'agit d'analyser la rentabilité (qui exprime la capacité de l'entreprise à générer suffisamment de bénéfice par rapport aux capitaux investis par les actionnaires, notamment) et la solvabilité (c'est-à-dire l''aptitude entreprise à rembourses ses dettes).

Le métier d'analyste financier s'exerce à plusieurs niveaux, dans les banques, dans les entreprises elles mêmes, vis-à-vis des clients ou des fournisseurs. On retrouve aussi les analystes financiers sur les marchés financiers : marchés obligataires, marchés d'actions. L'analyse financière sert à :

- Aider essentiellement les dirigeants, à essayer d'améliorer leur gestion ;
- Renseigner les actionnaires : action d'évaluation, regarder si la firme est non seulement rentable mais également, au delà de cette notion de rentabilité, si elle crée de la valeur. Parce que le rentabilité de l'entreprise ne se mesure pas seulement par son résultat comptable. Il y a d'autres critères ;
- Renseigner les créanciers : on va en particulier aider à mesurer le risque de la firme, chance de récupérer l'argent qu'ils ont prêté et voir leurs intérêts payés ;
- Informer les salariés : si on est salarié on va aller par l'intermédiaire du comité d'entreprise par ex, regarder la santé financière de la firme ;
- Avertir les concurrents : insertion la encore dans le sens opposé, nous allons nous renseigner sur la santé financière de nos principaux concurrents, en particulier s'ils sont plus performants que nous et dans le même secteur : essayer de s'inspirer d'eux pour redresser la barre. Pour

cela, on va utiliser les comptes passés : véritable problème parce que on va utiliser le passé pour essayer de prévoir l'avenir

=> limite la portée de notre analyse, d'où le paradoxe de l'analyse de financière de regarder ce qu'il s'est passé il y a 3 ans, pour essayer d'anticiper ce qui va se passer dans 3 ans.

- Définir, donner une valeur à la firme, et pour cela on ne peut pas se contenter des comptes passés.

S'agissant du marché de la dette, 2 composantes du taux d'intérêt :

La rémunération du temps

- Renonciation à la consommation
- Varie avec la durée de la renonciation
  - Taux sans risque puisque la privation est la même, sera le taux offert pour simplement mettre son capital à disposition, dans l'hypothèse ou il est investit dans un actif sans risques.

L'affectation du capital peut faire supporter un risque variable selon la qualité de l'emprunteur, et cela va déterminer la prime de risque demandée ;

La rémunération du risque :

- Le risque de non remboursement dépend de
  - la qualité de la signature, cf. la notation
  - l'échéance du remboursement: cf. la courbe des taux

Prime de risque : On a une courbe des taux d'intérêts aplatie, c'est à dire que l'écart entre les taux courts et les taux longs est très réduit.

I[ère] PARTIE : COMPTE DE RESULTAT ET PERFORMANCE DE L'ENTREPRISE

La rentabilité de l'entreprise : analyse du compte de résultat

Rentabilité = Revenu sur Investissement (ce sont les résultats / les moyens)

Profitabilité = Revenu sur Chiffre d'Affaires

- En valeur de marché : Rentabilité = (dividende + plus-value) sur investissement
  => cette rentabilité est différente à chaque individu car la valeur de marché varie.

- En valeur comptable : Rentabilité = résultat net sur capitaux propres (résultat net à la fin de l'exercice, et CP au début).

- La notion de rentabilité est au centre de l'enjeu de survie de l'entreprise
  - Une entreprise non rentable (qui fait des pertes) est condamnée à +/- long terme ;
  - La rentabilité est une condition nécessaire à la pérennité.
- Le compte de résultat permet de calculer de nombreux indices de rentabilité ;
- Il faut d'abord calculer les SIG en construisant un tableau : le TSIG.

L'activité : la formation du résultat

La finance d'entreprise est le secteur de la finance qui s'intéresse aux décisions et opérations financières, outils financiers et équilibres financiers des entreprises. Les entreprises doivent s'assurer de disposer des moyens financiers nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement, rentabiliser au mieux ces moyens. On peut diviser ce domaine en deux grandes activités :

- Celles à long terme, essentiellement le financement des investissements à partir des capitaux propres et des emprunts ;
- Celles à court terme : les entreprises doivent veiller de près à leur gestion de trésorerie notamment pour prévoir leurs échéances de paiement.

=> <u>Chapitre 1 :</u> Analyse de la rentabilité fonctionnelle l'entreprise

=> <u>Chapitre 2 :</u> Analyse du résultat de l'exercice de l'entreprise

<u>II[ème] PARTIE :</u> BILAN ET PERFORMANCE DE L'ENTREPRISE

La solvabilité de l'entreprise : analyse du bilan

- Une entreprise est insolvable quand le niveau de ses actifs est insuffisant pour rembourser ses dettes ;
- Faillite = quand cet état se prolonge et que les créanciers demandent la liquidation des actifs de l'entreprise pour être remboursé ;

- Une entreprise enregistrant des pertes peut survivre mais si la situation de paiement rentre dans un processus juridique de faillite = mort de l'entreprise…
    - Soit elle est liquidée : disparition ;
    - Soit elle est redressée : mise sous tutelle, revendue… dans ce cas, il y a des conséquences lourdes pour les créanciers, les salariés et les dirigeants d'origine.
- Le bilan exprime la situation patrimoniale de l'entreprise à un moment donné en comptabilisant le total des ressources et des emplois de l'entreprise ;
- Il faut faire des retraitements pour pouvoir l'analyser : on obtient alors le bien patrimonial et le bilan fonctionnel :
    - Bilan patrimonial :
        - l'entreprise est perçue comme une entité juridique et comptable possédant un patrimoine ;
        - inventaire des éléments de ce patrimoine ;
        - on juge la solvabilité et la liquidité de l'entreprise.
    - Bilan fonctionnel :
        - L'entreprise est perçue comme une entité économique dont l'objet est la production de biens et services ;
        - approche en termes d'emplois des capitaux et des ressources utilisées ;
        - l'activité est le résultat de différents cycles d'opération : exploitation, investissement, financement ;
        - But = comprendre le fonctionnement de l'entreprise.

=> **<u>Chapitre 3 :</u> Analyse statique de l'activité de l'entreprise**

=> **<u>Chapitre 4 :</u> Analyse dynamique de l'activité de l'entreprise**

Introduction générale : la pratique de la finance d'entreprise

Les objectifs de la finance d'entreprise :

2 grands thèmes :

Décision d'investissement :

- Acquisition d'actifs (immobilisations, actifs circulant) dans le but d'une hausse de revenus futurs ;
- Quand une entreprise achète des actifs sont but est de créer de la valeur, d'augmenter les revenus futurs de l'entreprise et pour ça, il faut que cet investissement soit rentable ie que le gain de l'investissement soit supérieur à son coût.

Décision de financement

- Savoir quelles sont les ressources que l'entreprise va trouver pour financer son activité
- 3 types :
    - Choix entre les ressources internes/ressources externes : autofinancement (grâce aux bénéfices emmagasinés) ou appel à des capitaux extérieurs (actionnaires ou créanciers) ;
    - Si capitaux externes : choix entre fonds propres (actionnaires) ou dettes (crédit bancaire) = choix de la structure financière de l'entreprise ;
    - Choix de la politique de dividende : Partage du bénéfice de l'entreprise ; elle peut garder son bénéfice pour l'autofinancement ou elle peut le distribuer aux actionnaires (= dividendes).

L'analyse financière renvoie à une méthode de diagnostic qui permet l'appréciation de la situation financière et des performances d'une entreprise.

La finalité recherchée au travers de cette unité d'enseignement revient à pouvoir développer la performance économique et financière grâce aux états de synthèse comptable de l'entreprise. Pour y arriver, le candidat doit faire montre d'une réelle compréhension des rubriques qui structurent le compte de résultat, le bilan, le hors-bilan et les annexes de l'entreprise pour l'essentiel.

L'analyse financière vise donc à formuler un diagnostic sur l'entreprise. Il faut pouvoir mesurer sa rentabilité, son niveau d'endettement, sa solvabilité. Aussi, faut-il apprécier l'équilibre des masses présentées dans le bilan ainsi que toutes les évaluations nécessaires à la survie de l'entreprise. Il est important de souligner que l'analyse financière nécessite la maitrise des connaissances acquises en comptabilité générale, en comptabilité des sociétés, en fiscalité afin d'être apte à exploiter les documents indiqués ci-devant. Deux analyses peuvent être regroupées au sujet de ce cours. Il s'agit de l'analyse globale de compte résultat et de l'analyse globale du bilan de l'entreprise. Relativement au compte de résultat :

- L'analyse des charges par fonction permet le calcul de marge en comparant les charges au chiffre d'affaire ;
- L'analyse des charges par variabilité permet de mesurer la rentabilité de l'entreprise et la sécurité dont elle dispose en cas de modification du marché, elle permet également d'évaluer de manière prévisionnelle le résultat ;
- Le tableau des solde intermédiaires de gestion permet le calcul de plusieurs agrégats de l'entreprise tout comme celui des différentes charges par rapport au chiffre d'affaire ;
- Le calcul de la capacité d'autofinancement permettra de donner à l'entreprise une vision de son potentiel interne en termes de création de valeur.

Quand à l'utilité du bilan d'entreprise, l'analyse se déroulera en deux (2) phases. D'abord, l'analyse statique à partir d'un seul bilan, plusieurs évaluations peuvent êtres réalisées :

- Une analyse fonctionnelle qui privilégie les notions de ressources et d'emplois en distinguant le cycle d'exploitation de celui d'investissement en déterminant des valeurs structurelles ainsi que des ratios ;
- Une analyse financière qui privilégie les notions de liquidité et d'exigibilité. Elle permet l'évaluation du patrimoine de l'entreprise par le biais également de la détermination de quelque ratio.

Ensuite, l'analyse dynamique à partir de deux (2) ou plusieurs bilans, l'entreprise peut affirmer son évaluation en :

- Construisant un tableau de financement qui donnera une analyse détaillée des emplois et des ressources au cours d'un exercice en proposant par la même occasion de cerner l'évolution du *fond de roulement* (FDR) ;
- Se projetant dans le futur en prévoyant son besoin en fonds de roulement (BFDR) ;
- Mesurant la trésorerie dégagée par son exploitation.

La finance d'entreprise peut être appréhendée comme un ensemble de méthodes d'analyse exploitant des informations financières et économiques destinées à apprécier l'entreprise dans sa globalité et à porter une évaluation sur sa performance, sa situation financière, ses risques, les informations traitées peuvent concerner le passé, le présent ou l'avenir. L'objectif spécifique ici est alors d'établir un diagnostic financier qui permettra de procéder à un jugement de la prise de décision directionnelle. Cette analyse financière permet alors d'améliorer la gestion financière de l'entreprise. Elle permet notamment d'effectuer les comparaisons avec des entreprises de la même branche ou du même secteur d'activité en répondant par exemple aux questions portant sur sa valeur, sa compétitivité, sa structure financière, ses risques, sa stratégie et sa richesse. Pour y arriver la structure de cette unité d'enseignement est la suivante : confère le programme.

Les Travaux dirigés :

Première partie : Compte de résultat et performance de l'entreprise

Le plan comptable nous indique que le compte de résultat est un tableau qui récapitule les produits et les charges de l'entreprise. Cependant, il n'est pas souvent considéré les dates de paiement.

Selon le régime juridique de l'entreprise, le solde des charges et des produits constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice ; en réalité, il s'agit soit de l'excédent soit de l'insuffisance des ressources. Le compte de résultat décrit donc l'activité de l'entreprise pendant un exercice. Activité pouvant faire l'objet d'une analyse fonctionnelle ou d'une évaluation du résultat ; ceci en vue de déterminer la performance dégagée pour celle-ci d'un point de vu économique, financier, social, sociétal, voire politique.

CHAPITRE I : ANALYSE DE LA RENTABILITE FONCTIONNELLE DE L'ENTREPRISE

Il est important d'avoir une bonne maitrise des fonctions de l'entreprise en vue de bien présenter son exploitation. Les charges peuvent être réparties par nature ou de manière fonctionnelle. Globalement, celle-ci fixes ou variables.

La variabilité des charges rapprochée à celles qui sont fixes permet de définir le résultat différentiel qui est nul lorsqu'on est rendu au niveau du seuil de rentabilité.

SECTION I : CHARGE PAR FONCTION

Le plan comptable représente les charges classées par nature (à l'exemple des charges du personnel), néanmoins afin de mesurer la part relative de diverses fonctions dans la formation du résultat, on peut procéder au remplacement des charges.

Une fonction est une subdivision des activités de l'entreprise selon le rôle qu'elle y joue. Plusieurs fonctions peuvent être définies : il s'agit de l'approvisionnement, de production, d'administration, de distribution, du système de l'informatique, etc. Il existe aussi les fonctions qui peuvent être définies en, ceci selon les besoins de l'entreprise.

Le tableau de répartition fonctionnel des charges d'exploitation permet donc aux entreprises qui ne tiennent pas de comptabilité analytique d'avoir un classement des charges par fonction à partir de leur comptabilité générale. Le tableau de répartition fonctionnelle permet alors d'affecter aux fonctions des éléments d'exploitations correspondant. Il permet aussi de visualiser les charges communes non reparties.

Rappelons que la fonction de production est à supprimer dans le cadre d'une entreprise commerciales (vente des produits en état c'est-à-dire sans les transformer)

Comment détermine-t-on le compte de résultat par fonction ?

L'on retranche successivement le chiffre d'affaire, les charges liées aux différentes fonctions de l'entreprise ; par ce procédé, l'on détermine des marges par fonction.

Le compte de résultat par fonction permet alors une analyse de résultat d'exploitation.

Les charges varient en fonction de leur niveau d'activité, ce sont les charges variables et d'autres sont stables ou indépendants de leur activité, ce sont les charges fixes.

SECTION II : LES CHARGES FIXES ET LES CHARGES VARIABLES

Le reclassement des charges en charges fixes et charges variables permet de :

- *Déterminer le seuil de rentabilité ;*
- *Calculer le résultat prévisionnel en fonction des recettes ou chiffres d'affaires estimés ou prévus.*

S'agissant des charges variables, elles varient proportionnellement au niveau d'activité généralement mesurée par le chiffre d'affaire. Comme exemple l'on peut citer : la consommation des matières premières.

Cependant, il existe des charges semi variables, elles font ressortir une partie variable et une partie fixe

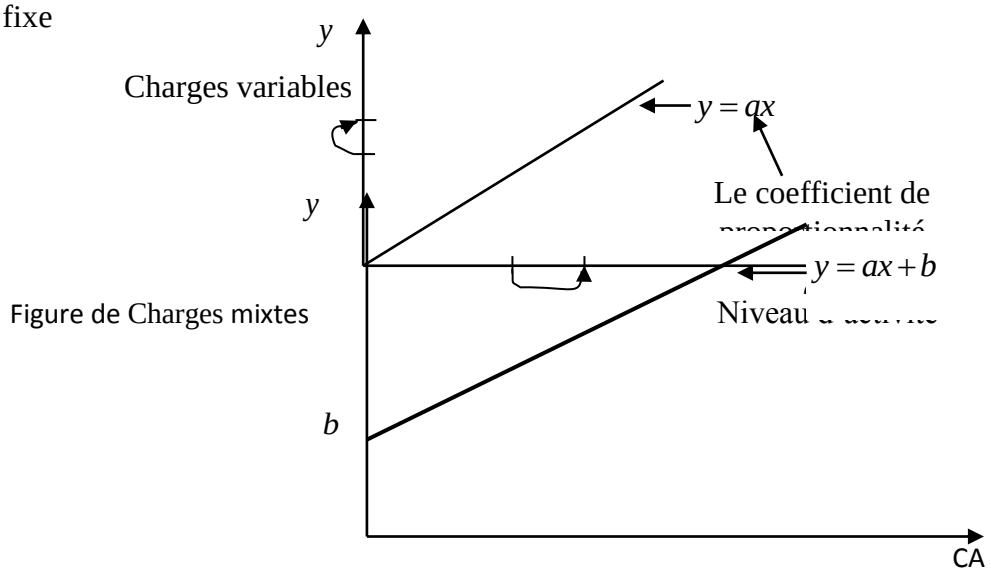
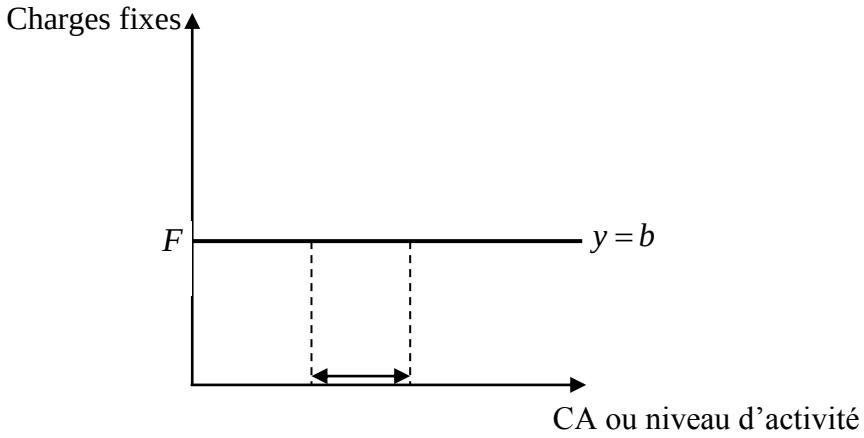


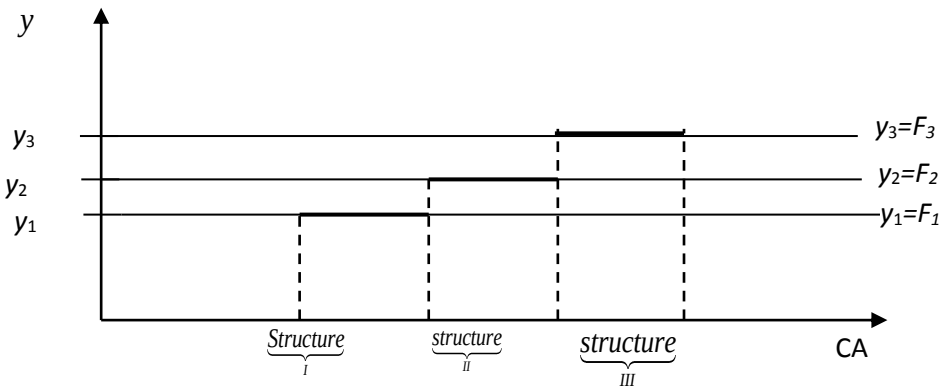
Figure de Charges mixtes

On dit encore qu'elles sont mixtes par exemple les charges de téléphone.

Quant-aux charges fixes, elles sont indépendantes au niveau d'activité ; on les appelle aussi charges de structure. Il s'agit par exemple des dotations aux amortissements, des primes d'assurances, éventuellement des charges de personnel, du loyer, etc.



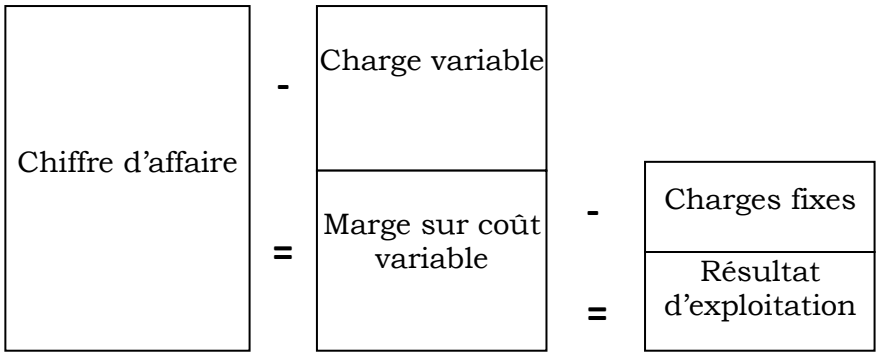
Néanmoins, les charges fixes ne restent pas constantes que pour la structure actuelle.



SECTION III : LE TABLEAU DIFFERENTIEL

Ce compte de résultat repose sur la notion de différence, différence entre le chiffre d'affaire et les charges variables et différence entre la marge sur coût variable et les charges fixes.

L'analyse des charges par variabilité se fait à partir d'une ventilation en charges fixes et en charges variables des charges par nature. Ici, les variations de stocks sont assimilées à des charges variables.



Cette représentation fait ressortir un élément essentiel, la marge sur coût variable qui est proportionnelle comme toutes charges variables au niveau d'activité.

SECTION 4 : SEUIL DE RENTABILITE

Il est encore appelé point mort, il représente le niveau du chiffre d'affaire pour lequel la $m\arg e/_{CV} = coûts\ fixes \Rightarrow Résulat = 0$ à partir du compte de résultat différentiel, l'on constate les masses suivantes :

$$\begin{array}{l} chiffre\,d'affaires \\ -\quad coût\,\text{var}iable \\ \hline = m\arg e / coût\,\text{var}iable \\ -ch\arg es\ fixes \\ \hline = \qquad Résutat \end{array}$$

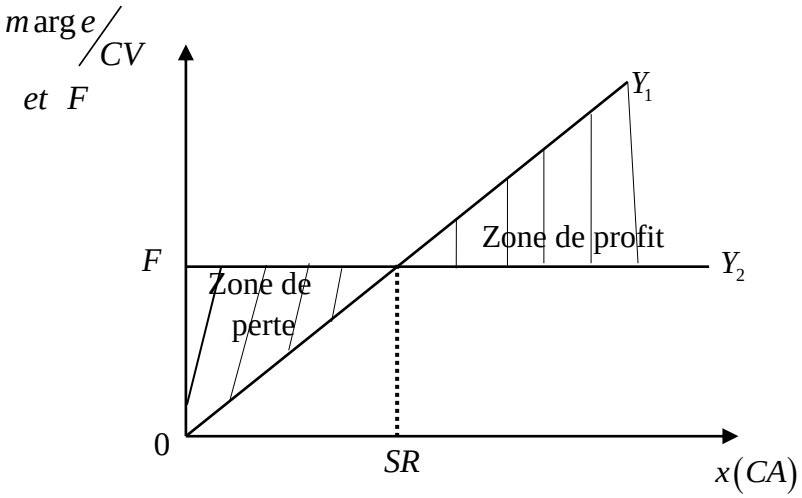
L'on peut déterminer le seuil de rentabilité à partir de ces grandes masses. Si l'on désigne *SR* le seuil de rentabilité, *CA* le chiffre d'affaires, *F* les charges fixes, *TCV* taux des charges variables par rapport au *CA*,*TMCV* le taux de marge sur coût variable par rapport au *CA* et *R* le résultat. L'on peut arriver à mettre en évidence les égalités suivantes :

- D'abord à partir des charges variables et des charges fixes : $(TMCV \times SR) + F = SR$
- En suite à partir du résultat : $R = 0 = (TMCV \times SR) - F$

Alors, de cette relation on peut déduire le seuil de rentabilité : $\boxed{SR = \frac{F}{TMCV}}$

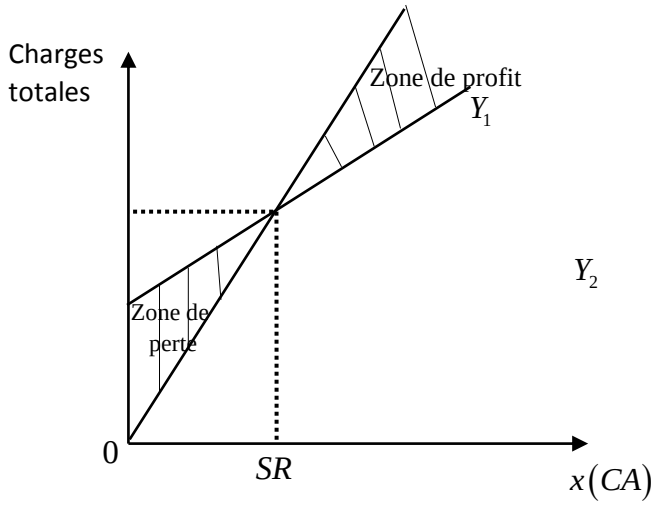
D'un point de vue graphique, on peut représenter ce seuil de rentabilité de diverses manières :

- D'abord à partir de la relation existante entre la *M/CV* et les *F*. si nous désignons par Y_1 la marge sur coût variable, $Y_1 = TMCV \cdot x$; Y_2 les charges fixes, $Y_2 = F \;\; et \;\; x = CA$

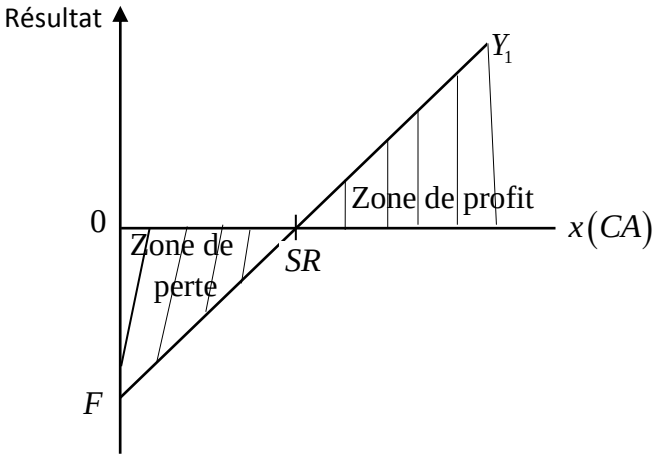


En suite à partir de la relation existante entre les CV, le point mort et les F.

Si $Y_1 = x$, l'équation des possibilités des points morts et $Y_2 = CV + F = TCV \cdot x + F \;\; avec \;\; x = CA$



Enfin, le seuil de rentabilité peut être représenté par la relation existante entre la *M/CV* et les *F* soit $Y = (TMCV \cdot x) - F$



Il est utile lorsqu'on réalise le *SR* de déterminer sa date d'obtention, sa variabilité tout comme son levier opérationnel.

S'agissant de la date, deux situations sont à considérées :

- Premier cas : l'entreprise a une activité régulière. Après avoir déterminé le CA mensuel, la durée de réalisation s'obtient en effectuant le rapport $\boxed{\frac{SR}{CA\,mensuel}}$
- Deuxième cas : l'entreprise a une activité régulière due à une activité saisonnière. Ici la durée est obtenue par : $\sum CA\,périodique(mensuel, trimestriel...)$ réalisé par cette entreprise jusqu'au point mort. Relativement à sa variabilité, le résultat de l'entreprise nous l'avons vue, est fonction de la marge sur coût variable et des frais fixes. Lorsque l'entreprise envisage une variation de CA pour période ultérieure avec un TMCV supposé inchangé, le résultat prévisionnel sera alors égal à : $(CA initial + \Delta CA) \times TMCV$

Quant au levier opérationnel, sa détermination dépend du calcul de la marge de sécurité ainsi que de l'évaluation de l'indice de sécurité.

En réalité, en cas de modification du marché, l'entreprise peut mesurer divers éléments :

- La marge de sécurité :

Elle représente la baisse du CA que pourrait supporter l'entreprise sans devenir déficitaire : $\boxed{MS = CA - SR}$

- Indice de sécurité ou de rentabilité

Il exprime la marge de sécurité en pourcentage du CA $\boxed{I_S = \frac{MS}{CA} = \frac{CA - SR}{CA}}$

- Le levier opérationnel (L_O)

Il exprime le taux d'accroissement du résultat par rapport à celui du CA.

$$L_o = \frac{Accroissement\ du\ résultat\ /\ résultat}{accroissement\ du\ CA\ /\ CA}$$

$$\boxed{L_o = \frac{\Delta R\ /\ R}{\Delta CA\ /\ CA}}$$

CHAPITRE II : L'ANALYSE DU RESULTAT DE L'EXERCICE DE L'ENTREPRISE

Lorsqu'elle est quantitative, l'analyse de l'activité amène l'analyste financier à déterminer la performance de l'entreprise à partir du compte de résultat. L'on arrive ainsi à déterminer les soldes intermédiaires (SIG) qui représentent chacun une étape dans la fonction de résultat de l'entreprise. En réalité, la compréhension du résultat net est fondée sur sa décomposition, celle-ci permettant d'apprécier la création de richesse telle que générée par l'activité de l'entreprise.

A titre d'illustration, les SIG en décrivant la valeur générée par l'entreprise, permet d'expliquer sa répartition entre l'entreprise et les salariés, entre l'entreprise et les organismes sociaux, entre l'entreprise et l'Etat, entre l'entreprise et les apporteurs de capitaux et s'agissant de l'entreprise elle-même ; l'on arrivera donc à suivre dans le temps et dans l'espace, l'évolution de la performance et de la rentabilité à l'aide des ratios d'activité, de profitabilité et de rentabilité.

Le résultat de l'entreprise est donc obtenu en formant la différence entre tous les produits et toutes les charges d'un exercice. Le tableau des GIG une suite de différences partielles ou soldes entre certains produits et certaines charges. Ici, l'on cherche à mettre en évidence les étapes de la formation du résultat.

SECTION I : LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

Il est important de noter que l'analyse quantitative que nous allons établir en déterminant ces agrégats économiques devra être enrichie d'une analyse qualitative qui correspondra aux réalités du secteur d'activité à l'exemple de l'évolution du marché, de l'application de nouveaux textes législatifs, de l'intégration de nouvelles règles gouvernementales, de l'étude de la concurrence des modes de distribution, de l'évolution des produits, de l'évolution de la technologie, etc.

a) La marge commerciale et/ou la production de l'exercice

- **Dans le cadre d'une entreprise commerciale :**

$$marcge\,commerciale = vent\,nette\,des\,marchandises - coût\,d'achat\,des\,marchandises\,vendues$$

- **Dans le cadre d'une entreprise industrielle :**

$$production\,de\,l'exercice = production\,vendue + production\,stochée + productionimmobilisée$$

La marge commerciale concerne uniquement les entreprises commerciales. Celles-ci achètent les biens pour les revendre en l'état ; autrement dit, sans aucune transformation. Elle concerne aussi les entreprises industrielles qui exercent une activité commerciale.

Elle représente la ressource dégagée par l'activité commerciale. Elle permet de suivre l'évolution de la politique commerciale dans le temps et d'effectuer des comparaisons inter-entreprises. La marge commerciale dégagée par l'entreprise doit pouvoir être suffisante pour couvrir toutes les charges en dehors du coût d'achat des marchandises vendues. Elle peut même être déterminée par lignes de produits afin d'étudier la contribution de chacune à la formation de la marge commerciale globale de l'entreprise.

Quant-à-la production de l'exercice, elle permet d'apprécier l'ensemble de production des entreprises industrielles ainsi que de services pour une période donnée. L'évaluation des composantes de la production de l'exercice est hétérogène. En réalité la production de l'exercice est évaluée au prix de vente alors que les productions stockée et immobilisée sont estimées au coût de production.

b) La valeur ajoutée (VA)

Il s'agit d'un concept fondamental qui sert à apprécier la contribution de l'entreprise au produit national (somme des valeurs ajoutées de toutes les entreprises).

$$valeur\,ajoutée = marge\,commerciale - consommation\,de\,l'exercice\,en\,provenance\,des\,tiers$$

Une entreprise produit certes, des biens et services, néanmoins elle consomme aussi une partie de la production des biens et services. La différence entre cette production et cette consommation augmente seule la production nationale. La valeur ajoutée permet alors de classer les entreprises selon un critère de taille, de mesurer l'importance relative des diverses activités menées par l'entreprise, d'apprécier le développement ou la régression de l'activité de l'entreprise.

De la valeur ajoutée, on peut faire trois parts dont les parties prenantes sont : les salariés, de l'Etat et des apporteurs de capitaux. L'on peut donc dire que la VA représente l'accroissement de la valeur apportée par l'entreprise aux biens et services en provenance des tiers dans l'exercice de son activité principale. Elle est considérée également comme la somme de rémunérations des personnels, des apporteurs de capitaux, de l'Etat ainsi que de l'autofinancement. Elle constitue la dimension économique de l'entreprise. Elle détermine la richesse créée par le travail des personnels et par l'entreprise elle-même.

NB : *question de réflexion : dans quelle mesure pouvons-nous dire que l'entreprise produit elle-même la richesse ?*

c) L'excédent brut d'exploitation (EBE)

Il donne une approche du résultat de l'entreprise avant prise en considération des amortissements, des provisions, des éléments financiers et exceptionnels.

$$EBE = VA + subvention\ d'exploitation - impôts, taxes\ et\ versements\ assimilés - charges\ de\ personnel$$

Cet agrégat permet de mesurer le résultat d'exploitation d'une entreprise indépendamment de la réglementation fiscale et indépendamment de son mode de financement ; les amortissements sont-ils linéaires, régressifs, dérogatoires ? Le financement relève-t-il des capitaux propres ou des créances financières ?

L'EBE représente alors la part de la VA qui revient à l'entreprise ainsi qu'aux apporteurs de capitaux. Il peut être négatif et s' appelle dans ce cas **l'insuffisance brute d'exploitation** (IBE).

IBE représente le surplus monétaire potentiel que dégage l'activité principale de l'entreprise.

- **Le résultat d'exploitation** : cet agrégat met en évidence le résultat réel lié à l'exploitation, celui-ci est déterminé sans tenir compte des éléments financiers ou exceptionnels. Il peut être positif ou négatif. Il se termine de la manière suivante :

Résultat d'exploitation = EBE(ou IBE) + Autres produits + Reprise d'exploitation +Transfert de charge d'exploitation – Autres charges – Dotation d'exploitation.

Le résultat d'exploitation représente le profit ou la perte générée par l'activité qui conditionne l'existence de l'entreprise. Le résultat d'exploitation mesure la performance industrielle et commerciale de l'entreprise indépendamment de sa politique financière mais étant influencée par la politique d'amortissement. Il constitue un résultat économique net.

Sa progression dans le temps traduit en principe une amélioration des performances de l'entreprise ou investissement. Pour s'en assurer, il est intéressant de compléter l'analyse de l'évolution du résultat d'exploitation par l'évolution de la marge nette d'exploitation et celle de la rentabilité économique nette.

- **Le résultat courant avant impôt** : Celui-ci permet de mettre en évidence le résultat de l'entreprise avant impôt sur les sociétés par la voie d'un cumul du résultat d'exploitation et du résultat financier. L'on le calcule de la manière suivante :

Résultat courant avant impôts = Résultat d'exploitation + Produit financier – Charges financières

Ce résultat peut être un solde positif ou négatif. Il tient compte contrairement au précédent du mode de financement de l'entreprise (poids des charges financières dans le cadre d'un endettement important). Il résulte aussi des opérations ordinaires d'exploitations et de financement.

La structure financière d'une entreprise est une représentation de ses capitaux permanents. Elle est composée des fonds propres et de l'endettement.

Le résultat courant avant impôts mesure alors la performance des activités d'exploitations et financières de l'entreprise. Il est intéressant de le comparer au résultat d'exploitation afin de souligner l'incidence de la politique financière sur la formation du résultat. Son évolution permet de suivre dans le temps la rentabilité de l'activité normale de l'entreprise et d'apprécier la profitabilité en tenant compte de sa politique financière ;

- **Le résultat exceptionnel** : il n'est pas calculé à partir d'un solde précédent. C'est le résultat des opérations non courantes de l'entreprise. Il peut être négatif et est déterminé de la manière suivante :

Résultat exceptionnel = Produits exceptionnels – Charges exceptionnelles.

Il peut refléter la politique de l'investissement de l'entreprise si les cessions d'immobilisation sont significatives ;

- **Le résultat de l'exercice** : une information complémentaire est nécessaire à préciser ici, il s'agit de la mise en évidence de la plus ou moins-value nette sur cession d'éléments d'actifs. Les plus-values ou moins-values nettes sur cession d'éléments d'actifs permettent de déterminer un solde qui mesure le désinvestissement dans l'entreprise :

Plus ou moins values sur cession d'éléments d'actifs = Produits des cessions d'éléments d'actif – Valeur comptable des éléments d'actifs cédés ou vendus

Un désinvestissement important peut résulter des difficultés financières de l'entreprise ; celles-ci relevant d'un ralentissement de l'activité.

Après avoir relevé cette information complémentaire, le résultat de l'exercice se détermine ainsi qu'il suit :

Résultat de l'exercice = Résultat courant avant impôts + Résultat exceptionnel – Participation des salariés au fruit de l'expansion – Impôts sur les sociétés.

L'étude du tableau caractérisant les soldes intermédiaires de gestion nous permet d'évoquer le cas du **crédit-bail** et de son incidence. Une entreprise qui finance ses opérations par des capitaux extérieurs est souvent amenée à choisir entre l'emprunt et le crédit-bail.

L'emprunt renvoie à une démarche de remboursement qui dépend de l'amortissement du bien financé et de la charge d'intérêt.

Le crédit-bail renvoie à une logique de remboursement qui est lié à une redevance. L'on évoque la redevance crédit-bail pour comparer les deux modes de financement ;

il faut retraiter le crédit-bail en éclatant la redevance en deux parts :

$$\text{- La part équivalente aux amortissements} = \frac{\text{La valeur neuve du matériel -valeur résiduelle en fin du contrat}}{\text{durée du contrat}}$$

$$\text{- La part équivalente à la charge financière} = \text{Redevance du crédit bail} - \text{part équivalente à la dotation aux amortissements}$$

SECTION II : LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Pour faire face à ses **besoins de financement**, s'agissant par exemple des investissements, de la **couverture par dépréciation**, de l'augmentation de son **fond de roulement**, etc. L'entreprise doit se procurer des ressources. Ces ressources sont d'origines **internes** ou **externes** à l'entreprise.

Comme **ressources externes**, nous avons : les **capitaux propres** ou **fonds propres** ou **apports des associées en capital**, les **emprunts** notamment les **emprunts bancaires** ou **l'endettement net** et les **subventions**.

Comme **ressources internes**, l'entreprise dispose de la **capacité d'autofinancement**. L'on peut dire que la **capacité d'autofinancement** représente l'ensemble des ressources de financements internes dégagées par l'activité de l'entreprise durant l'exercice dont elle pourrait se servir pour assurer les besoins financiers inhérents à son développement et à sa pérennité ou durabilité. Elle permet à l'entreprise de financer par ses propres moyens :

- **La rémunération des associées (versements de dividendes) ;**
- **Le renouvellement des investissements ;**
- **L'acquisition de nouveaux investissements ;**
- **L'augmentation de sa marge de sécurité financière ;**
- **Le remboursement des emprunts ;**
- **La couverture des pertes probables et des risques.**

L'on peut ainsi se rendre compte que la **capacité d'autofinancement** mesure la ***capacité de développement de l'entreprise***. Elle mesure aussi son **degréd'indépendance financière**. Elle mesure également son **potentiel d'endettement**.

S'agissant de son calcul, les éléments du compte de résultat peuvent être classés en deux (2) catégories. D'abord au sujet des **charges en marge décaissable** et **charges calculées**. **Lescharges décaissables** sont celles qui entrainent des dépenses (*les achats, les charges externes, les charges de personnel*). **Les charges nondécaissables** sont aussi appelées marges calculées du fait qu'elles n'entrainent pas de dépenses (***les dotations aux amortissements, pour prévision, pour dépréciation, les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés***).

Ensuite au sujet des produits et s'agissant des **produits encaissables** et les **produits calculés**. Les **produits encaissables** sont ceux qui génèrent les profits (***vente de marchandises ou chiffre financier, revenus financiers***). Les **produitsnonencaissables** encore appelés **produits calculés** ne génèrent pas de recettes (reprise sur amortissement, sur dépréciation et provision, quotte part de subvention d'investissement virée du résultat. Le calcul de la capacité d'autofinancement peut d'effectuer à partir de l'une ou l'autre catégorie.

A partir des éléments encaissables et décaissables :

$$\text{Capacité d'autofinancement} = \text{flux encaissable} - \text{flux décaissable}$$

Cependant, il faut avoir une bonne compréhension des expressions synonymes :

- ***Produit encaissable = produit non calculé***
- ***Charge décaissable = charge non calculé***

La **fraction de la capacité d'autofinancement** disponible après paiement des dividendes constitue l'autofinancement.

$$\text{Autofinancement} = \text{Capacité d'auto financement} - \text{Dividende}$$

L'autofinancement sert à maintenir le patrimoine et le niveau d'activité, et permet aussi de financer une partie de la croissance de l'entreprise.

A partir des éléments calculés, tous les **produits** ne sont pas **encaissables** et toutes les **charges** ne sont pas **décaissables**. La **capacité d'autofinancement** peut être calculée à partir du résultat de l'exercice. Le résultat de l''exercice est obtenu par différence entre tous les produits et de toutes les charges. Il faut donc y intégrer les charges ne contribuant pas à la **capacité d'autofinancement** et en déduire les produits ne contribuant pas à la **capacité d'autofinancement**.

$$\text{CAF} = \text{Résultat de l'exercice} + \text{charge calculée} - \text{Produit calculé}$$

Détaillons à présent ces deux (2) méthodes de détermination de la **capacité d'autofinancement** :

<u>Première méthode</u> : A partir des **éléments encaissables et décaissables** ou à partir de **l'excédent brut d'exploitation** (**EBE**), (elle est dite soustractive)

CAF à partir de l'EBE		
	-	**+**
Excédent brut d'exploitation	**x**	**x**
Autres produits d'exploitation		**x**
Autres charges d'exploitation	**x**	
Produits financiers encaissés ou non calculés		**x**
charges financières décaissés ou non calculées	**x**	
Produits exceptionnels encaissés ou non calculés		**x**
Charges exceptionnelles encaissées ou non calculées	**x**	
Participation des salariés	**x**	
Impôts sur les bénéfices	**x**	

Deuxième méthode : A partir du résultat de l'exercice et des éléments calculés (cette méthode est dite additive)

CAF à partir du résultat de l'exercice		
	-	**+**
Résultat de l'exercice	**x**	**x**
Dotation exceptionnelle		**x**
Reprise exceptionnelle	**x**	
Cote part des subventions d'investissement viré au résultat de l'exercice	**x**	
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés		**x**
Produits des cessions d'éléments d'actifs	**x**	
Dotations financières		**x**
Reprises financières	**x**	
Dotations d'exploitation		**x**
Reprises d'exploitation	**x**	

SECTION III : LES RATIONS LIES AU SOLDE INTERMEDIAIRE DE GESTION ET A LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Un **ratio** exprime le rapport entre deux (2) valeurs. Les rations sont utilisées pour effectuer des comparaisons dans le temps et dans l'espèce. Il n'est donc pas suffisant de calculer un ratio de manière ponctuelle parce qu'on ne peut pas en tirer de conclusion. Les rations doivent être utilisées pour effectuer des comparaisons temporelles. En déterminant par exemple une série chronologique de ratios. Les rations peuvent aussi être utilisées pour effectuer des comparaisons dans l'espace. Les ratios de l'entreprise sont comparés (ou ratios d'autres entreprises) sont compris dans le même secteur d'activité. Voici quelques ratios :

- **Les rations de mesure de l'activité (SIG) :**
  - Evolution du chiffre d'affaire : $$CA_{HT} = \frac{CA_n - CA_{n-1}}{CA_{n-1}}$$
  - Evolution de la valeur ajoutée : $$Va = \frac{VA_n - VA_{n-1}}{VA_{n-1}}$$

- **Les ratios de rentabilité**
  - Taux de marge bénéficiaire : $\frac{\text{Résultat de l'exercice}}{CA_{HT}}$
  - Taux de marge brute d'exploitation : $\frac{EBE}{CA_{HT}}$
  - Taux de marge commerciale : $\frac{\text{Marge commerciale}}{CA_{HT}}$
- **Les rations constatant le partage de la valeur ajoutée**
  - Part des salariés : $\frac{\text{Charge de personnel}}{VA}$
  - Part de l'Etat : $\frac{\text{Impôt, taxes et versements assimilées}}{VA}$
  - Part de l'EBE (à partager entre les préteurs ou banquiers, les associés ou actionnaires, l'entreprise et l'Etat) : $\frac{EBE}{VA}$
- **Les ratios liés à la capacité d'autofinancement**
  - Part de la CAF par rapport à la valeur ajoutée : $\frac{CAF}{VA}$
  - Capacité d'endettement : $\frac{\text{Dette financière}}{CAF}$
- **Les ratios de rentabilité (CAF)**
  - Rentabilité des capitaux propres: $\frac{\text{Résultat de l'exercice}}{\text{capitaux propres}}$
  - Rentabilité des capitaux propres hors éléments exceptionnels : $\frac{\text{Résultat courant avant impôt}}{\text{capitaux propres}}$
  - Rentabilité économique : $\frac{\text{Résultat de l'exercice + charges d'intérêt}}{\text{ressources stables}}$
  - Rentabilité brute des ressources stables : $\frac{EBE}{\text{ressources stables}}$

Seconde partie : bilan et performance de l'entreprise

Le plan comptable général définit **le bilan** comme un tableau qui définit séparément les éléments actifs et passifs de l'entité et fait apparaître de façon distincte les capitaux propres et le cas échéant les autres fonds propres, les éléments relevant de l'actif et du passif étant donc évalués séparément. Les éléments actifs sont ceux identifiables ayant une valeur économique positive (l'on peut faire allusion ici aux créances, aux différents biens du patrimoine). **Les éléments du passif** sont ceux ayant une valeur économique négative (les dettes du passif externe). **Les capitaux propres** mesurent alors la valeur nette du patrimoine : **capitaux propres = éléments actifs – éléments passif.** Il s'agit ici d'une définition qui correspond à l'approche ''patrimoine'' du bilan de l'entreprise. Cependant, l'analyse financière permet également de définir le bilan selon une approche fonctionnelle. Le bilan représente alors la situation financière de l'entreprise à une date donnée. Il récapitule deux ensembles. D'abord, **l'ensemble des ressources** : l'origine des fonds ou encore les moyens de financement. Ensuite **l'ensemble des emplois** ou l'utilisation des fonds ou encore les besoins de financement.

A tout besoin de financement correspond un moyen de financement, raison pour laquelle : **Total actif = Total passif.** Aucune compensation ne peut être opérée entre les postes de l'actif et ceux du passif.

L'utilité de l'analyse d'un bilan a des contours statiques et dynamiques. De manière globale, deux chapitres vont nous permettre de développer les contours de cette partie à savoir :

- L'analyse statique de l'activité de l'entreprise ;
- L'analyse dynamique de l'activité de l'entreprise.

CHAPITRE III- L'ANALYSE STATIQUE DE L'ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

Plusieurs points seront exposés par rapport à la présentation en grande masse des libertés d'un bilan que ce soit à partir des valeurs brutes ou nettes et également s'agissant du rapprochement de leurs principales grandeurs.

I- LE BILAN FONCTIONNEL

Il s'agit d'un bilan dans lequel les emplois et les ressources sont évalués à leur valeur d'origine des flux de recettes et de dépenses.
Ces emplois et ces ressources sont classés selon leur cycle d'utilisation.

Le bilan fonctionnel repose sur la distinction entre les cycles longs et les cycles courts.

Les cycles longs sont ceux relatifs au financement et à l'investissement. Le cycle de financement correspond à celui des ressources stables (à long terme).
Le ''cycle d'investissement'' correspond à celui des emplois stables (exemple : immobilisation à long terme).
Le cycle court est celui relatif à l'exploitation. Il permet d'analyser, d'évaluer les opérations ou les transactions suivantes :

- Les achats matérialisés par des flux allant du compte dettes, fournisseurs et comptes rattachés aux comptes décrivant les stocks ;
- Les ventes exprimant un mouvement partant du compte stocks pour celui des créances, clients et comptes rattachés ;
- Les règlements :
    - Expression des opérations partant des créances, clients et comptes rattachés pour les disponibilités ;
    - Expression des opérations partant des disponibilités pour les dettes, fournisseurs et comptes rattachés.

Comment passe-t-on du bilan au bilan fonctionnel dans une entreprise ?

Le bilan fonctionnel s'élabore à partir d'un bilan de plan comptable avant répartition du bénéfice. Cependant, des retraitements permettent de reclasser certaines rubriques sont utiles :

POSTES DU BILAN	RETRAITEMENTS
Actionnaire, capital souscrit non appelé	A éliminer de l'actif circulant (AC) et à déduire des capitaux propres afin de retenir uniquement les capitaux appelés
Amortissement et provisions de l'actif du bilan	A reclasser au passif du bilan dans les ressources stables
Charges à répartir sur plusieurs exercices	A reclasser dans les emplois stables
Prime de remboursement des obligations	A éliminer de l'actif du bilan et à déduire des ressources stables plus particulièrement des dettes financières afin de retenir uniquement les capitaux apportés par les obligations
Ecart de conversion actif Ecart de conversion passif	A éliminer respectivement de l'actif et du passif du bilan afin de retenir les créances et les dettes pour leur valeur d'origine
Intérêts courus non échus	A éliminer des dettes financières et à reclasser dans les dettes circulaires et plus particulièrement dans les dettes hors exploitations.
Les concours bancaires courants et les soldes créditeurs de banque	A éliminer des dettes financières et à reclasser dans les dettes circulaires plus particulièrement dans la trésorerie du passif
Charges constatées d'avance et produit constatés d'avance	A reclasser dans les créances et dettes d'exploitation ou dans les créances et dettes hors exploitation, selon les cas.

Toutefois, certains éléments hors bilan doivent aussi faire l'objet d'un retraitement ou reclassement :

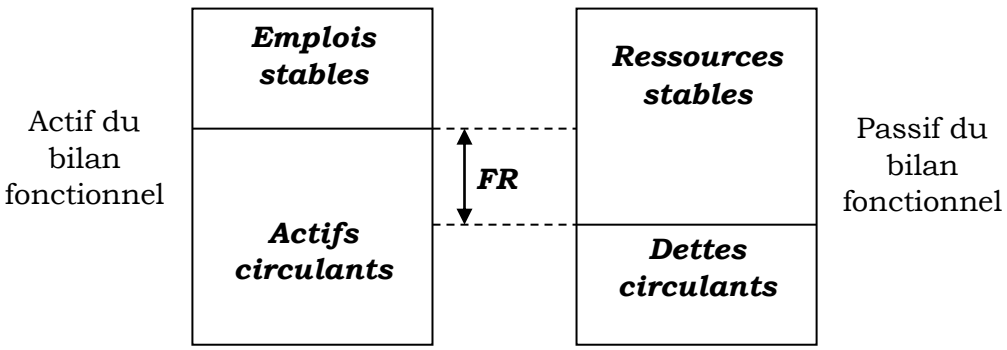
POSTE HORS BILAN	RETRAITEMENT
Effet escompté non échu	Pour faciliter les comparaisons entre les entreprises qui financent leur besoin en fonds de roulement (BFR) par l'escompte et par le découvert bancaire, il faut opérer deux réflexions : d'abord réintégrer la créance dans l'actif circulant (particulièrement dans les créances d'exploitation et ensuite en contrepartie réintégrer la dette au passif circulant notamment en solde créditeurs de banque
Le crédit-bail	Pour faciliter les comparaisons entre les entreprises qui acquièrent leurs immobilisations et celles qui ont recours au crédit-bail, trois (03) opérations sont nécessaires : ▪ Assimiler la valeur d'origine de l'immobilisation à un emploi stable ▪ Assimiler l'équivalent de l'amortissement à une ressource stable (amortissement et provision) ▪ Assimiler l'équivalent de la valeur résiduelle à une ressource stable (dette financière)

Finalement le bilan fonctionnel est composé des rubriques suivantes :

Emplois stables Immobilisations brutes	**Ressources stables** Capitaux propres Amortissement et provisions Dettes financières
Actif circulant brut Stocks et créances d'exploitation Créance hors exploitation Trésorerie de l'actif	**Passif circulant** Dettes d'exploitation Dettes hors exploitation Trésorerie du passif

3-2) Les valeurs structurelles du bilan et les ratios de structure

L'analyse du bilan fonctionnel met en évidence les valeurs suivantes : le **fond de roulement** (**FR**) encore appelé **fond de roulement net global** (**FRNG**)**,** le **besoin enfond de roulement** (**FR**)qui se décompose en **besoin fond de roulement d'exploitation** (**BFRE**)eten **besoin fond de roulement hors exploitation** (**BFRHE**) et la **trésorerie**. On appelle **fond de roulement net global** ou **fond de roulement**, la partie de l'actif circulant financière par les ressources stables.



On définit le **fond de roulement** de la manière suivante :

$$\boxed{FRNG = \text{Ressources } Stables - Emplois\ Stables}$$

Il existe une procédure de vérification qui nous permet d'obtenir le même résultat en faisant :

$$\boxed{FRNG = Actif\ \ Circulant - Passif\ \ Circulant}$$

D'où provient le fond de roulement ? Dans les entreprises, il existe des **décalages dans le temps** entre :

- **Les achats et les ventes :** ce qui conduit à la **constitution des stocks** ;
- **Les ventes et les règlements :** ce qui donne naissance à des **créances** ;
- **Les achats et les règlements :** ce qui donne naissance à des **dettes**.

Tous ces **décalages** doivent être financés par le **fond de roulement**. Le calcul des décalages à financer par l'entreprise permet de déterminer le **besoin en fond de roulement** (***BFR***).

$$\boxed{BFR = Stocks\ et\ créances\ \text{d'exploitation} + \text{C}réances\ \text{d'exploitation} - Dettes\ \text{d'exploitation}}$$

Lorsque le $FR \succ BFR$, On constate un **excédent de la trésorerie actif** ;

Lorsque le $BFR \succ FR$, on constate un **excès de trésorerie passif**.

Le **besoin en fond de roulement** peut se décomposer en :

- $\boxed{BFRE = Stocks\ et\ créances\ \text{d'exploitation} - Dettes\ \text{d'exploitation}}$
- $\boxed{BFRHE = Créances\ \ \text{hors exploitation} - Dettes\ \text{hors exploitation}}$

L'ajustement entre le **fond de roulement** et le **besoin en fond de roulement** se fait par la **trésorerie**.

$$\boxed{Trésorerie = FRNG - BFR}\ ou\ \boxed{Trésorerie = Trésorerie\ actif - Trésorerie\ passif}$$

Lorsque le $FR \succ BFR$, la **trésorerie** est « ***positive*** » et **l'entreprise** dispose de **disponibilités** ;

Lorsque le $FR \prec BFR$, la **trésorerie** est « **négative** » et **l'entreprise** a recours au **découvert bancaire**.

Nous pouvons définir des **rations liés au bilan fonctionnel,** ces rations sont aussi appelés **ratios de structure**. Néanmoins, il existe aussi des **ratios de rotation**.

- **Ratios de structure :**
  - *Ratio de financement des emplois stables* $= \dfrac{\text{Ressources stables}}{\text{Emplois stables}}$; ce ratio devrait être supérieur à 1 pour qu'on n'ait pas de **trésorerie négative** ;
  - Ratio d'indépendance financière $= \dfrac{\text{Endettement}}{\text{Ressources propres}}$
- **Les ratios de rotation :** la relation entre le fond de **roulement d'exploitation** et le **chiffre d'affaire** $\left(\dfrac{BFRE}{CA}\right)$ est stable tant que les composantes du **besoin en fond de roulement** sont stables. Ces composantes sont les suivantes : **la rotation des stocks, la rotation des créances – clients, la rotation des dettes – fournisseurs**.

Ces composantes permettent de définir les ratios suivants :

- Délais de rotation des stocks $= \dfrac{\text{Stock moyen}}{\text{Coût d'achat des m/ses}} \times 360$

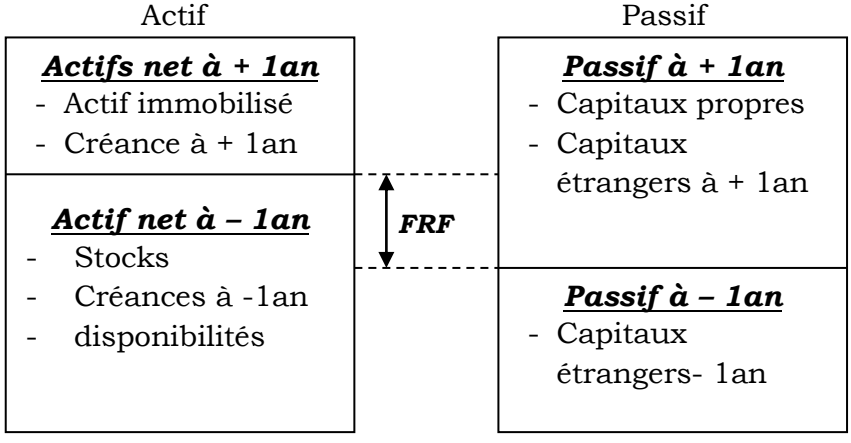
Au niveau du dénominateur, on peut avoir plutôt **le coût d'achat des matières ou le coût de production de la période**.

- Délais de rotation des créances – clients $= \dfrac{\text{Créance-client et compte rattaché} + \text{effet escompté non échu}}{\text{CA TTC}} \times 360$

  Délais de rotation des Dettes – fournisseurs $= \dfrac{\text{Dettes – fournisseurs et compte rattaché}}{\text{Achat TTC + Services extérieur TTC}} \times 360$

3-3) Le bilan financier

Le **bilan financier** a pour but d'évaluer le patrimoine de l'entreprise et d'apprécier le risque de faillite à court terme. C'est un bilan dans lequel les actifs et les passifs sont évalués à leur valeur vénale actuelle et classés selon leur degré de **liquidité ou d'exigibilité**.



Le **bilan financier** ou **bilan liquidité** s'élabore à partir du plan comptable après répartition des bénéfices. D'autres éléments permettent également de le dresser, il s'agit de **l'état des échéances des créances et des dettes** (qui donne des précisions sur leur degré de liquidité ou d'exigibilité), et de retraitement permettant le reclassement des rubriques du passif et de l'actif.

Poste du bilan	Retraitement
▪ Frais d'établissement ▪ Charges à repartir sur plusieurs exercices ▪ Primes de remboursement des emprunts	Ces postes sans valeur vénale qualifiés d'actifs fictifs sont à éliminer de l'actif circulant et à déduire des capitaux.
▪ Fonds commercial	La valeur de ce poste est sans rapport avec la réalité et doit être éliminé de l'actif du bilan et déduit des capitaux propres
▪ Valeur mobilière de placement	A reclasser dans les disponibilités
▪ Charges constatées d'avances	A assimiler à un actif fictif
▪ Provision pour risque et charges	A reclasser en fonction de l'échéance probable de la dette à plus ou moins d'un an
▪ Associé dividende à payer	Il doit figurer dans les dettes à moins d'un an
▪ Associé compte courant	A reclasser éventuellement dans les capitaux propres pour la partie correspondante au compte courant bloqué
▪ Ecart de conversion passif	Il s'agit des gains latents à reclasser dans les capitaux propres
▪ Effets escompté non échu	Se référer au bilan fonctionnel

Le **fond de roulement financier** (**FRF**) se définit de la manière suivante :

$$\boxed{FRF = Capitaux\ permanents - Actifs\ à\ plus\ d'un\ an}$$

ou $\boxed{FRF = Actifs\ à\ moins\ d'un\ an - Dettes\ à\ moins\ d'un\ an}$

A l'actif du **bilan financier**, les postes sont reclassés en fonction d'une **liquidité croissante**. Au passif, les postes sont classés en fonction d'une **exigibilité croissante**.

Le **bilan financier** permet alors de mesurer la liquidité du bilan et la **solvabilitédu bilan**.

La **liquidité du bilan** mesure la possibilité pour une entreprise grâce à ses actifs de moins d'un an de faire face à ses dettes à moins d'un an.

La **solvabilité de l'entreprise** mesure la possibilité pour l'entreprise grâce à la totalité de ses actifs de faire face à la totalité des dettes.

Les **créanciers de l'entreprise** surtout les banques sont attentives à sa **liquidité** et à sa **solvabilité**. Ils veillent à ce que les **rations de liquidité** et de **solvabilité** restent dans les limites acceptables.

- **<u>Les ratios de liquidité</u>**
  - Ratio de liquidité générale $= \frac{\text{Actif à moins d'un an}}{\text{Passif à moins d'un an}}$; ce ratio doit être supérieur à 1
  - Ratio de liquidité réduite ou ratio de trésorerie $= \frac{\text{Créance à moins d'un an}}{\text{Passif à moins d'un an}}$; ce ratio exclut les stocks
  - Ratio de liquidité immédiate $= \frac{\text{Disponibilité}}{\text{Passif à moins d'un an}}$
- **<u>Les ratios de solvabilité</u>**
  - Ratio d'autonomie financière $= \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Passif total}}$
  - Ratio de solvabilité générale $= \frac{\text{Actifs}}{\text{Capitaux étrangers}}$

Ces **ratios** doivent être calculés de façon régulière afin de visualiser l'évolution de l'entreprise :

- **Soit dans le temps** : les créanciers, les banques principalement vont avant d'accorder ou non un crédit, faire procéder à l'élaboration des **bilans financiers** des années N, N-1, N-2 et aux calculs des rations correspondants.
- **Soit dans l'espace :** il s'agit dans ce cas de procéder à des comparaisons interentreprises afin d'avoir la situation de l'entreprise par rapport à sa branche ou son secteur d'activité.

CHAPITRE IV : L'ANALYSE DYNAMIQUE DU BILAN

Elle porte essentiellement sur la structure et la construction du ***tableau de financement***. Ce dernier permet une analyse fonctionnelle, dynamique de la situation financière de l'entreprise. Il vient compléter l'analyse statique de la structure financière menée à partir du bilan fonctionnel. Le tableau de financement a pour objet de décrire les mouvements, les flux monétaires ou variations des emplois et des ressources survenus pendant un exercice afin d'expliquer l'origine de la variation du FRNG ou du FR et d'analyser les utilisations de cette variation. A ce titre, il permet de :

- Juger les performances optimales des politiques publiques de l'investissement, du financement, de stockage et de trésorerie, et de distribution des dividendes ;
- Mesurer la capacité de remboursement ;
- Comprendre la formation de l'équilibre financier après l'approche fonctionnelle ;
- Déceler les déséquilibres financiers et les risques de faillites qui en découlent.

Il permet également d'apprécier :

- Les opérations qui ont contribué à l'évolution du patrimoine au cours de l'exercice ;
- L'évolution du fonds de roulement et des éléments du cycle d'exploitation (créance, escompte, trésorerie).

En réalité, le tableau de financement est un document de synthèse qui récapitule l'ensemble des ressources que l'entreprise a obtenu au cours de l'exercice et également l'ensemble des emplois auxquels ces ressources ont été affectées. Son élaboration nécessite un certain nombre de redressement ou de classement préalable du bilan comptable ; il s'agit des même que ceux dans le cadre du bilan fonctionnel, sauf qu'ici, les redressements hors bilan ne sont pas pris en considération.

I. La structure du tableau de financement

Il est constitué de deux parties qui reposent sur la notion **de variation du fonds de roulement entre deux exercices**.

La première partie du tableau est définie en fonction du haut du bilan ; **la deuxième** est réalisée par un principe de vérification à partir du bas du bilan.

- **S'agissant de la première partie du tableau de financement**, elle repose sur la relation suivante :

$$\text{var}\textit{iation du fond du roulement net global}\left(FRNG\right) = \textit{flux de ressources stables} - \textit{flux d'emplois stables}$$

Dans cette partie du tableau de financement, l'on récence les opérations qui entrainent :

- Les accroissements des emplois stables du bilan ou une diminution des ressources stables : **ce sont les emplois de l'exercice** ;
- Les accroissements des ressources stables du bilan ou une diminution des emplois stables : **ce sont les ressources de l'exercice.**

Lors du recensement des ressources les flux correspondant à une augmentation des ***postes du passif*** relèvent de :

- **La capacité d'autofinancement** qui est obtenue à partir d'excédent brut d'exploitation ou à partir des résultats de l'exercice ;
- **L'augmentation des capitaux propres** : l'entreprise procède à une augmentation du capital par voie d'apport ou en bénéficiant d'une subvention d'investissement par exemple ;
- **Une augmentation des dettes financières** : l'entreprise souscrit à un emprunt (bancaire, individuel).

Lors du recensement des ressources les flux correspondant à une augmentation des ***postes du l'actif*** relèvent de :

- Des cessions d'immobilisation : l'entreprise cède ou vend une immobilisation,
- La réduction des immobilisations financières : l'entreprise reçoit le remboursement d'un prêt.

A propos du recensement des emplois, lorsqu'on recense les emplois, les flux correspondant à l'augmentation des postes de l'actif relèvent de :

- L'acquisition d'immobilisation : l'entreprise investit ;
- Les charges à repartir sur plusieurs exercices : l'entreprise décide par exemple de l'étalement des charges nouvelles.

Lors du recensement des emplois, les flux correspondant à une diminution des ***postes du passif*** relèvent de :

- La distribution ou la mise en paiement au cours des exercices (l'entreprise met une fraction du résultat de l'exercice précédent en distribution) ;
- La réduction des capitaux propres (l'entreprise procède à un remboursement du capital) ;
- Le remboursement des dettes financières (l'entreprise procède à des remboursements d'emprunts).

Toutes ces analyses permettent de ressortir un solde :

- Ce solde sera **une ressource nette** lorsque les variations des ressources stables **seront supérieures aux variations des emplois stables** ;
- Ce solde sera un emploi net lorsque les variations des emplois stables **seront supérieures aux variations des ressources stables.**

Au sujet de la deuxième partie du tableau de financement, elle repose sur la relation suivante :

$$\text{var}\,iation\ du\ fonds\,de\,roulement\,net\,global = \text{var}\,iation\ de\ l'actif\ \ circulant - \text{var}\,iation\ du\ \ passif\ \ circulant$$

Alors que la première partie du tableau met en évidence les opérations ayant engendrées les ressources d'une part et les emplois d'autre part, la deuxième partie recense les variations par différence entre les montants bruts figurants dans les bilans de clôtures. Ainsi, les variations ou différences constatées traduisent :

- Soit un besoin lorsqu'elle représente une augmentation du fonds de roulement ;
- Soit un dégagement lorsqu'elle représente une diminution du fonds de roulement.

Après avoir établie les premières et deuxièmes parties du tableau de financement, l'on a l'habitude de procéder à un contrôle arithmétique ; la première et la deuxième partie du tableau de financement mettent en évidence un solde numériquement identique mais de sens contraire :

- Si la première partie fait ressortir une ressource nette, la deuxième partie fait ressortir un emploi net ;
- Si la première partie fait ressortir un emploi net, la deuxième partie fait ressortir une ressource nette.

II. Comment construire un tableau de financement ?

- **Les ressources**

Postes du bilan de financement	Où trouver les renseignements ou l'information ?
Capacité d'autofinancement (CAF)	▪ Compte de résultat de l'exercice, ▪ Tableau des soldes intermédiaires de gestion (SIG) pour la détermination à partir de l'excédent brute d'exploitation, ▪ Le tableau des amortissements provision, bilan et renseignements divers pour la détermination du résultat de l'exercice
Cession ou réduction des éléments d'actif immobilisé	▪ Compte de produit de cession d'élément d'actif ▪ Mouvement relatif au crédit des créances immobilisées et prêts (remboursement)
Augmentation du capital ou apport	Augmentation du capital par apport en numéraire ou en nature y comprit la prime d'émission
Augmentation des autres capitaux propres	Mouvement relatif au crédit du compte subvention d'investissement
Augmentation des dettes financières	▪ Mouvement crédit du compte emprunt et dettes assimilées hors prime de remboursement des obligations, les concours bancaires et soldes créditeur de banque et intérêt couru non échu ▪ L'on retrouve aussi les données dans l'état des échéances des créances et dettes

- **Emplois**

Postes du tableau de financement	Où trouver les renseignements
Distribution et mise en évidence au cours de l'exercice	▪ Tableau d'affectation du résultat de l'exercice n-1 ▪ Document crédit du compte associé dividende à payer
Acquisition d'élément de l'actif immobilisé	▪ Tableau des immobilisations ▪ Mouvements débits des comptes d'immobilisation, hors virement des immobilisations en cours
Charges à repartir sur plusieurs exercices	▪ Tableau des amortissements ▪ Mouvement débit du compte charges à repartir sur plusieurs exercices
Réduction des capitaux propres	▪ Mouvement débit du compte capital lors des remboursements aux associés
Remboursement des dettes financières	▪ Mouvement débit du compte emprunt et dettes assimilées ▪ état des échéances ou des termes des créances et des dettes.

Les énoncés de TD

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

B.P. 1365 – YAOUNDE

CAMEROUN



FACULTY OF ECONOMICS AND MANAGEMENT

P.O. Box 1365 – YAOUNDE

CAMEROON

TD 1/Finance d'entreprise/L3 AGE/Enoncé

Enoncé 1

La société anonyme AGE NUMERIQUE, entreprise industrielle, a établi son tableau de répartition fonctionnelle des charges et produits d'exploitation.

Tableau de répartition fonctionnelle

	Totaux	fonction de production	fonction de distribution	Fonction Administration (ou charges communes)
achats non stockés (eau, gaz,)	191 250	152 100	18 300	20 850
services extérieurs	4 120 200	2 918 000	823 000	379 200
impôts, taxes et versements assimilés	2 780 125	1 790 825	425 100	564 200
charges de personnel	36 100 800	28 172 920	2 320 160	5 607 720
dotations aux amortissements et provisions d'exploitation	3 108 210	2 128 100	218 400	761 710
reprises sur amortissements et provisions d'exploitation	(218 000)	(191 300)		(26 700)
production immobilisée	(871 200)	(871 200)		
	45 211 385	34 099 445	3 804 960	7 306 980

Vous disposez également des informations suivantes :

- Chiffre d'affaires……89 316 700
- Achats de matières premières……...34 420 900
- Achats d'emballages perdus……..112 000
- Achats d'emballages récupérables non identifiables……...72 100
- Stock initial de matières premières…….5 210 300
- Stock initial d'emballages perdus……..3 200
- Stock initial d'emballage récupérables non identifiables……15 800
- Stock initial de produits finis……845 000
- Stock final de matières premières……5415 100
- Stock final d'emballages perdus……2 800
- Stock final d'emballages récupérables non identifiables……17 200
- Stock final de produits finis……...618 400
- Clients, dettes pour emballages consignés……106 050

Remarques. Les emballages perdus interviennent dans le processus de production. Les emballages récupérables interviennent dans le processus de distribution. La valeur unitaire de consignation est de 1,5 fois le coût d'achat unitaire d'un emballage récupérable.

Taf :

1. **Mettre en évidence les variations de stocks au titre de l'exercice.**
2. **Etablir le compte de résultat par fonction de l'entreprise au niveau de l'exploitation.**

Enoncé 2

Le comptable de l'entreprise **MODE CONFINEMENT** vous communique, au 31/12/N, les renseignements suivants extraits de sa comptabilité :

- Stock initial de matières premières……. 42 500
- Stock initial de produits finis…….. 61 250
- Stock initial d'emballages perdus…… 4 750
- Stock final de matières premières……... 33 750
- Stock final de produits finis……. 46 250
- Stock final d'emballages perdus…….. 6 500
- Achats de matières premières…… 159 125
- Achats d'emballages perdus…….. 11 750
- RRR obtenus sur achats de matières premières…… 2 875
- Charges variables d'approvisionnement…….. 35 000
- Charges variables de production……. 597 500
- Charges variables de distribution…… 77 500
- Charges de structures…….. 175 000
- Ventes de produits finis……..1 215 000
- RRR accordés sur ventes de produits finis……. 15 000

Remarque. Les produits finis ne sont emballés qu'au moment de la livraison.

Sur la base de la situation de l'année N, établir le tableau de détermination du résultat d'exploitation différentiel faisant ressortir :

- **La marge sur coût variable ;**
- **Le résultat d'exploitation.**

Enoncé 3

Reprendre l'exercice 2 de l'entreprise MODE CONFINEMENT.

1- ***Calculer le seuil de rentabilité de cette entreprise sachant que les ventes sont régulièrement réparties tout au long de l'exercice ; ainsi que la date d'obtention de ce point mort.***

2- L'entreprise MODE CONFINEMENT a dès le début de l'exercice N, procédé à une étude d'investissement afin d'accroitre sa production. Deux hypothèses ont été retenues :

   a- La première consiste à mettre l'investissement en œuvre dès le 1/1N+1, ce qui se traduirait par une augmentation des charges fixes de 75 000 et une augmentation des quantités à vendre de 5%. Les charges variables ne subiraient a priori aucune modification.

   b- Dans la deuxième hypothèse, l'investissement, plus conséquent, mis en œuvre dès le 1/1/N+1, se traduirait par une augmentation des charges fixes de 130 000 et une augmentation de 10%des quantités à vendre. Les charges variables subiraient une augmentation de l'ordre de 8%

Etablir ou calculer dans chaque hypothèse :

- **Le compte de résultat d'exploitation différentiel,**
- **Le seuil de rentabilité,**
- **La date d'obtention de ce seuil de rentabilité dans l'hypothèse où les ventes resteraient régulièrement étalée tout au long de l'exercice,**
- **Porter une conclusion sur cette étude**

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

B.P. 1365 – YAOUNDE

CAMEROUN



FACULTY OF ECONOMICS AND MANAGEMENT

P.O. Box 1365 – YAOUNDE

CAMEROON

TD 2/Finance d'entreprise/L3 AGE/Enoncé

Enoncé

La société anonyme FINANCE, entreprise industrielle, dont l'exercice comptable coïncide avec l'année, vous communique le compte de résultat suivant au 31/12/N (annexes).

Taf :

1- **Calculer la valeur ajoutée dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion.**
2- **Sans avoir recours au tableau des SIG, calculer :**
   - **La valeur ajoutée**
   - **L'excédent brut d'exploitation.**
3- **Etablir le tableau des soldes intermédiaires de gestion.**
4- **Etablir le tableau des soldes intermédiaires de gestion avec retraitement du crédit-bail**

Renseignements complémentaires

Cette société dispose, depuis le 2/1/N, d'une machine-outil. Les conditions du contrat de crédit-bail sont les suivantes :

- Valeur à neuf de l'immobilisation : 50 000,
- Valeur résiduelle en fin de contrat : 10 000 au 31/12/N+4,
- Durée du contrat : 5ans,
- Montant annuel de la redevance : 10 000

Annexe compte de résultat FINANCE au 31/12 /N

vente de marchandises	0
production vendue	9 238 580
chiffre d'affaire net	**9238580**
production stockée	122 385
production immobilisée	14 300
subventions d'exploitation	0
reprise sur amortissement et provision transfert	47 500
autres produits	32 350
total des produits d'exploitation	**9 455 115**
achats de matières premières	3 753 000
variation de stocks des matières premières	44 640
autres achats et charges externes	463 270
impôts et taxes et versements assimilés	305 837
salaires et traitements	2 822 650
charges sociales	1 203 835
dotations aux amortissements	82 260
dotations aux provisions	52 500
provision pour risques et charges	3 000
autres charge	44 925
total des charges d'exploitation	**8 775 917**
résultat d'exploitation	**679 198**
produits financier de participation	3 800
produits et autres valeurs mobilières et créances	3 500
autres intérêts	3 620
produits de cession	4 800
total des produits financiers	**15 720**
dotation financières aux amortissements	1 800
intérêts et charges assimilés	315 070
total des charges financières	**316 870**
résultat financier	**-301 150**
résultat courant avant impôts	**378 048**
produits exceptionnels sur opérations de gestion	657
produits exceptionnels sur opérations en capital	203 805
reprise sur provisions et transfert	10760
total des produits exceptionnels	**215 222**
charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1032
charges exceptionnelles sur opérations en capital	127 130
dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	8080
totale des charges exceptionnelles	**136 242**
résultat exceptionnel	**78 980**
participation des salariés aux résultats de l'entreprise	62 899
impôts sur les bénéfices	148873
total des produits	**9 686 057**
total des charges	**9 440 801**
bénéfice ou perte	**245 256**

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

B.P. 1365 – YAOUNDE

CAMEROUN



FACULTY OF ECONOMICS AND MANAGEMENT

P.O. Box 1365 – YAOUNDE

CAMEROON

TD 3/Finance d'entreprise/L3 AGE/Enoncé

Enoncé 1

La société anonyme PRO vous communique les documents arrêts au 31/12/N, date de clôture de l'exercice :

- Annexe 1- le bilan
- Annexe 2-le tableau simplifié des immobilisations
- Annexe 3-le tableau simplifié des amortissements
- Annexe 4- le tableau simplifié des provisions

Notes du bilan

Charges constatées d'avance	Exploitation	Hors exploitation
en N	4 180	1700
en N-1	5 320	

	N	N-1
Intérêts courus	37 800	18 000

1. Etablir le bilan fonctionnel de l'année N, puis celui de l'année N-1
2. Calculer au titre de chaque année :
- Le fonds de roulement net global (FRNG) de deux manières différentes ;
- Le besoin en fonds de roulement (BFR) ;
- Le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) ;
- Le besoin en fonds de roulement hors exploitation (BFRHE) ;
- La trésorerie, de deux manières différentes.
3. Faire ressortir pour chacun des éléments calculés dans la question 2 la variation entre l'exercice N et N-1.

Annexe 2. Le tableau simplifié des immobilisations

	Valeur brute de début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute de fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement	70 000	42 000		112 000
- Autres (fonds commercial)	420 000			420 000
Immobilisations corporelles				
- Terrains	238 000	42 000		280 000
- Constructions	459 200	126 000	156 000	429 200
- Installations techniques	263 200	455 000		718 200
- Matériel de transport	475 000	266 000	51 200	689 800
- Matériel de bureau…	120 000	57 400		177 400
Immobilisations financières				
- Autres titres immobilisés	48 000			48 000
	2 093 400	988 400	207 200	2 874 600

Annexe 1 :

(1) BILAN-ACTIF

1er EXEMPLAIRE DESTINE A L'ADMINISTRATION

(Ne pas reporter le montant des centimes)				Exercice N, clos le: 31/12/N					
				Brut 1		Amortissements, provisions 2		Net 3	Net 4
Capital souscrit non appelé (0)			AA						
Actif immobilisé	Immobilisation incorporelles	Frais d'établissement	AB	112 000		AC	36 400	75 600	56 000
		Frais de recherche et développement	AD			AE			
		Concessions, brevets et droits similaires	AF			AG			
		Fonds commercial (1)	AH	420 000		AI		420 000	420 000
		Autres immobilisations incorporelles	AJ			AK			
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL			AM			
	Immobilisation corporelles	Terrains	AN	280 000		AO		280 000	238 000
		Constructions	AP	429 200		AQ	69 260	359 940	270 200
		Installations techniques, matériel et outillages industriels	AR	718 200		AS	132 720	585 480	196 000
		Autres immobilisations corporelles	AT	867 200		AU	366 420	500 780	280 000
		Immobilisations en cours	AV			AW			
		Avances et acomptes	AX			AY			
	Immobilisation financières (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS			CT			
		Autres participations	CU			CV			
		Créances rattachées à des participations	BB			BC			
		Autres titres immobilisés	BD	48 000		BE	3 000	45 000	42 000
		Prêts	BF			BG			
		Autres immobilisations financières	BH			BI			
Total (I)			BJ	2 874 600		BK	607 800	2 266 800	1 502 200
Actif circulant	Stocks	Matières premières, approvisionnements	BL	546 000		BM	28 000	518 000	490 000
		En cours de production de biens	BN			BO			
		En cours de production de services	BP			BQ			
		Produits intermédiaires et finis	BR	595 000		BS	39 200	555 800	532 000
		Marchandises	BT			BU			
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV			BW			
	Créances	Clients et comptes rattachés (3)	BX	1 047 480		BY	49 000	998 480	882 000
		Autres créances (3) (H.E)	BZ	399 280		CA		399 280	312 900
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB			CC			
	Divers	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres):…	CD	31 000		CE	3 500	27 500	
		Disponibilités	CF	217 000		CG		217 000	154 560
Comptes de régularisation		Charges constatées d'avance (3) (a)	CH	5 880		CI		5 880	5 320
		Total (II)	CJ	2 841 640		CK	119 700	2 721 940	2 376 780
		Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	CL	80 000				80 000	40 000
		Primes de remboursement des obligations (IV)	CM						
		Ecarts de conversation actif (V)	CN						
		Total Général (0 à V)	CO	5 796 240		AI	727 500	5 068 740	3 918 980

Renvois: (1) Dont droit au bail:			(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes	CP		(3) Part à plus d'un an: CR	

(2) BILAN-PASSIF avant répartition

Désignation de l'entreprise S.A.PRO						
(NE PAS REPORTER LE MONTANT DES CENTIMES)				Exercice N		Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) (Dont versé:…)			DA	1 750 000	1 400 000
	Primes d'émissions, de fusion, d'apport, …			DB	210 000	210 000
	Ecarts de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence) EK			DC		
	Réserve légale (3)			DD	82 250	70 000
	Réserves statutaires ou contractuelles			DE		
	Réserves réglementées (3) (4)			DF		
	Autres réserves			DG	204 136	41 136
	Report à nouveau			DH	2 814	1 064
	RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			DI	609 980	245 000
	Subventions d'investissement			DJ		
	Provisions réglementées			DK		
	TOTAL (I)			DL	2 859 180	2 347 200
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs			DM		
	Avances conditionnées			DN		
	TOTAL (II)			DO		
Provisions risques et charges	Provisions pour risques			DP	12 600	
	Provisions pour charges			DQ	2 800	11 200
	TOTAL (III)			DR	15 400	11 200
DETTES (5)	Emprunts obligataires convertibles			DS		
	Autres emprunts obligataires			DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (6) (b)			DU	910 000	380 000
	Emprunts et dettes financières divers (7)			DV	222 600	151 200
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés			DX	684 180	663 750
	Dettes fiscales et sociales (dont I.S.N.:115 500 N-1: 146 100)			DY	244 000	221 200
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			DZ	127 280	139 200
	Autres dettes			EA		
Compte régul.	Produits constatés d'avance (5) (E)			EB	6 100	5 230
	TOTAL (IV)			EC	2 194 160	1 560 580
	Ecarts de conversion passif (V)			ED		
	TOTAL GENERAL (I à V)			EE	5 068 740	3 918 980
RENVOIS	(1)	Ecart de réévaluation incorporé au capital		IB		
	(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	IC		
			Ecart de réévaluation libre	ID		
			Réserve de réévaluation (1976)	IE		

EXEMPLAIRE A CONSERVER PAR LE DECLARANT

	(3)	Dont réserve réglementée des plus-values à long terme	EF		
	(4)	Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants	EJ		
	(5)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG		
	(6)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	112 600	81 200
	(7)	Dont emprunts participatifs	EI		

Annexe 3. Le tableau simplifié des amortissements

	Montant de début d'exercices	Augmentations	Diminutions	Montant de fin d'exercices
Immobilisations incorporelles				
- Frais d'établissement	14 000	22 400		36 400
Immobilisations corporelles				
- Constructions	189 000	25 060	144 800	69 260
- Installations techniques	67 200	65 520		132 720
- Matériel de transport	265 000	90 000	51 200	303 800
- Matériel de bureau…	50 000	12 620		62 620
	585 200	215 600	196 000	604 800
Charges à répartir sur plusieurs exercices	40 000	90 000	50 000	80 000

Annexe 4. Le tableau simplifié des provisions

	Montant de début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant de fin d'exercice
Provisions pour risques et charges				
provisions pour litiges		12 600		12 600
provisions pour grosses réparations	11 200		8 400	2 800
Provisions pour dépréciation				
Immobilisations financières	6 000		3 000	3 000
Stocks et en-cours	28 000	67 200	28 000	67 200
Créances clients	28 700	20 300		49 000
VMP		3 500		3 500
	73 900	103 600	39 400	138 100
Dont [	d'exploitation	100 100	36 400	
	financières	3 500	3 000	

Enoncé 2

La société anonyme 3 D, au capital de 6 600 000 F CFA divisé en 66 000 actions de 100 F CFA, clôt son dernier exercice au 31 décembre N.

Elle vous communique les documents suivants :

- Annexe 1 : le bilan après affectation des résultats ;
- Annexe 2 : le tableau des échéances des créances et des dettes, et vous précise :
  - Les provisions pour risques et charges sont à moins d'un an ;
  - Les pertes de change latentes ont été normalement provisionnées et les gains de change latents normalement imposés ;
  - Dans les autres dettes du bilan figure le compte 457. Dividendes à payer pour 838 000 F CFA.

1. Etablir le bilan liquidités ou financier de la SA 3 D.
2. Calculer le fond de roulement financier.
3. Calculer au titre de l'année N, les ratios de liquidité et de solvabilité en portant un éventuel jugement : liquidité générale, liquidité réduite, liquidité immédiate, autonomie financière, solvabilité générale.

Annexe 1.Bilan simplifié au 31/12/N

Capital souscrit non appelé	400 000		400 000	Capitaux propres	
Immobilisations incorporelles				- Capital social	
- Frais d'établissement	90 000	36 000	54 000	(dont versé: 6 200 000)	6 600 000
- Fonds commercial	800 000		800 000	- Prime d'émission	500 000
Immobilisations corporelles				- Réserve légale	560 500
				- Réserves	
- Terrains	1 960 000		1 960 000	réglementées	620 000
- Constructions	3 420 000	1 517 000	1 903 000	- Autres réserves	3 410 000
				Provisions pour risques et	
- Installations techniques	1 880 500	918 000	962 500	charges	165 300
- Autres immobilisations					
corporelles	970 700	690 500	280 200	Dettes	
				- Emprunts et dettes	
Actif circulant				auprès	
- Stocks de matières					
premières	2 117 300	120 400	1 996 900	des établissements de crédit[1]	3 200 800
				- Dettes fournisseurs	
- Stocks de produits finis	6 313 400	35 000	6 278 400	et	
- Clients et comptes					
rattachés	8 350 800	228 000	8 122 800	comptes rattachés	6 355 100
				- Dettes fiscales et	
- Autres créances	117 300		117 300	sociales	937 100
- Valeurs mobilières de				- Dettes sur	
placement	30 500	1 500	29 000	immobilisations…	157 420
- Disponibilités	277 420		277 420	- Autres dettes	917 100
Charges à répartir sur plusieurs					
exercices	310 000		310 000	Ecart de conversion passif	68 200
	27 037 920	3 546 400	23 491 520		23 491 520
				1.dont concours bancaires courants	
				et soldes créditeurs de banque	517 800

1

Annexe 2 : Etat des échéances des créances et des dettes a la clôture de l'exercice

Désignation de l'entreprise S.A 3 D								
CADRE A	ETAT DES CREANCES		Montant brut		A 1 an au plus		A plus d'un an	
De l'actif immobilise	Créances rattachées à des participations		UL		UM		UN	
	Prêts (1) ET (2)		UP		UR		US	
	Autres immobilisations financières		UT		UV		UW	
De l'actif circulant	Clients douteux ou litigieux		VA	616 720			616 720	
	Autres créances clients		UX	7 734 080	7 479 090		254 990	
	créances représentative de titres prêtés (provision pour dépréciation antérieurement constitué UQ)		UU					
	Personnel et comptes rattachés		UY					
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		UZ					
	Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM					
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB					
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN					
		Divers	VP					
	Groupe et associés (2)		VC					
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titre		VR	117 300	117 300			
Charges constatées d'avance			VS					
TOTAUX			VT	8 468 100	VU	7 596 390	VV	871 710
Renvois	(1) Montant des Prêts accordés en cours d'exercice		VD					
	Remboursements obtenus en cours d'exercice		VE					
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)		VF					

CADRE B	ETAT DES DETTES		Montant brut		A 1 an au plus		A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)			Y					
Autres emprunts obligataires (1)			Z					
emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 2 ans maximum à l'origine		VG	1 580 800	1 580 800			
	à plus de 2ans à l'origine		VH	1 620 000	120 000		1 500 000	
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)			8A					
Fournisseurs et comptes rattachés			8B	6 355 100	6 355 100			
Personnel et comptes rattachés			8C					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			8D	216 600	216 600			
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices		8E	310 500	310 500			
	Taxe sur la valeur ajoutée		VW	410 000	410 000			
	Obligations cautionnées		VX					
	Autres impôts, taxes et assimilés		VQ					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			8j	157 420	157 420			
Groupe et associés (2)			VI	838 000	838 000			
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres			8K	79 100	79 100			
Dette représentative de titres empruntés			SZ					
Produits constatés d'avance			8L					
TOTAUX			VY	11 567 520	VZ	10 067 520	1 500 000	
RENVOIS	1	Emprunts souscrits en cours d'exercice	VJ					
		Emprunts remboursés en	VK					

		cours d'exercice			
	2	Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	VL		